

Nous sommes toutes et tous des Gilets jaunes ...et ce n'est qu'un début !

Alors, cela donne quoi, les preuves d'amour de Macron ? Pour commencer, un long préambule menaçant : il donnera des « *instructions les plus rigoureuses, par tous les moyens... pour le retour au calme et l'ordre* ». Donc répression, encore et toujours.

Ensuite, quelques trémolos, avant LA mesure censée nous calmer : 100 euros d'augmentation du smic, mais attention : « *sans qu'il en coûte un seul euro de plus pour l'employeur* ». Ah bon ? Et ce sera donc à nous de nous payer ? C'est donc une escroquerie ! L'astuce de Macron se résumerait à une augmentation de la prime d'activité versée par la CAF à une partie des smicards, dont le montant réel dépend de multiples critères familiaux. Ensuite, pas d'impôt sur les heures sups, ni de charges. Question d'encourager les patrons à multiplier les heures supplémentaires plutôt que d'embaucher et d'augmenter les salaires. Mais ce que nous voulons tous, c'est l'augmentation de tous les salaires, de 300 euros, sans heures sups !

Enfin, une « *prime de fin d'année* » pour les petits salaires, bref une aumône... mais là encore, « *pour les employeurs qui le peuvent* ». Et pour finir, pas question de revenir sur la suppression de l'ISF. Voilà, les riches et le patronat seront rassurés.

Pour résumer : pas de quoi, et de loin, calmer la colère et la détermination sur les ronds-points et les barrages. Et sur le fond, le président des riches récidive : d'un côté des miettes et de l'enfumage, de l'autre la guerre déclarée à nos enfants avec lacrymogènes, gardes à vue, genoux à terre et mains derrière la tête.

Panique et manœuvres gouvernementales

Après des semaines de mépris affiché, le gouvernement cherche à tout prix un moyen d'éteindre l'incendie qu'il a provoqué. Il a convoqué en ce sens tout ce que le pays compte comme autorités instituées petites ou grandes. Du Medef aux directions syndicales, en passant par les élus locaux et les vedettes du show-biz. Des BHL aux Cyril Hanouna, ce nouveau parti de l'ordre est censé sommer les Gilets jaunes de rentrer chez eux. Sans parler de Marine Le Pen et autres Dupont-Aignan qui, ayant été marginalisés dans le mouvement, voudraient bien le dévoyer en ciblant mensongèrement les immigrés, tout en refusant soigneusement les revendications ouvrières.

Quant à Laurent Berger ou Philippe Martinez, et certains autres dirigeants confédéraux, ils se sont payé le déshonneur de se désolidariser des Gilets jaunes en jouant le jeu pipé de la concertation gouvernementale. Heureusement, ils sont contestés eux aussi par des militants syndicaux de la base, de plus en plus nombreux à rejoindre les Gilets jaunes.

On lâche rien

Mais pour les centaines de milliers de travailleurs, qui depuis des semaines, malgré la diversité de leur statut et de leur situation, portent tous le même gilet

jaune sur leurs barrages, et lors de chaque samedi de manifestation sur les Champs-Élysées ou dans les grandes villes de province, pas question de lâcher prise alors que le pouvoir est aux abois.

Depuis la lutte contre la hausse de la taxe sur le carburant (supprimée la semaine dernière), la contestation s'est élargie à des centaines de revendications. Contrairement à la propagande gouvernementale, elles ne sont pas « hétéroclites ». Bien au contraire, elles expriment dans leur multiplicité la même colère face à la vie chère, l'injustice sociale et le gouvernement des riches. Vivre dignement et pas survivre, c'est que veulent les Gilets jaunes qui n'entendent pas rentrer chez eux en échange de poudre aux yeux.

Tous ensemble

C'est cette détermination des Gilets jaunes qui a encouragé d'autres franges de la population à entrer dans le conflit : la semaine dernière, étudiants et lycéens ont commencé à bloquer par milliers leurs établissements et à manifester dans les rues, à la fois en soutien aux Gilets jaunes mais aussi pour protester contre les réformes dans l'Éducation. À nous, dans les entreprises, de rejoindre le mouvement pour que 50 ans après mai 68, l'automne/hiver 2018 marque une première grande victoire de notre camp social.

Mensonge présidentiel à 100 balles

100 € d'augmentation pour le Smic a annoncé Macron. En mentant comme un cochon. Car il n'est pas question pour lui, ni pour ses amis les patrons, d'augmenter le smic. Alors comment ?

Le gouvernement reste flou, mais les 20 premiers euros correspondraient à l'augmentation obligatoire au 1^{er} janvier en fonction de l'indice de l'INSEE. A moins que ce ne soit au montant, quasi équivalent, de la baisse des cotisations sociales sur les bas salaires. Comme l'un compense l'autre, c'est pareil et gratis pour les patrons.

D'où viendraient donc les 80 € de plus ? Des poches de nos cotisations sociales, puisque ce serait la CAF qui les verserait. Plus exactement ces 80 € ne seraient qu'une augmentation de la prime d'activité versée par la CAF, à laquelle peuvent avoir droit les salariés touchant entre 0,5 et 1,2 fois le smic.

Mais attention : tout smicard ne la touche pas. Son montant dépend de multiples critères familiaux. Deux smicards vivant ensemble n'y ont pratiquement pas droit. Elle est réduite si vous avez droit aux APL, décroît pour les salaires entre le smic et 1,2 fois le smic. Et à cette « aide sociale » ceux qui, ne trouvant qu'un boulot à temps partiel, gagnent moins d'un ½ smic n'y ont pas droit, sous prétexte de ne pas inciter les gens à ne pas assez travailler.

Et ajoutons que cette prime d'activité devait de toute façon déjà être augmentée de 30 euros en mars prochain et de deux autres hausses promises d'ici la fin du quinquennat, dont on avancerait un peu la date.

Plus charlatan que Macron il faut l'inventer.

Les syndicats béni-oui-oui vous saluent

Un communiqué des syndicats CFTD, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC et FSU de jeudi 6 décembre se félicite que « *Le gouvernement avec beaucoup de retard, a enfin ouvert les portes du dialogue* ». Pour se démarquer des Gilets jaunes, il rajoute : « *nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications* ». Samedi soir, Édouard Philippe a remercié, pour ce secours salubre, ces « partenaires sociaux » toujours prêts à causer à la place des autres. Le « dialogue », on a pu l'apprécier dès samedi 8 : matraques et arrestations.

Le lundi 11 le gouvernement les a à nouveau réunis en tant que « corps intermédiaires dans une réunion commune avec les représentants du patronat, les présidents du Sénat et de l'Assemblée... Quel micmac ! Et au soir de ce « dialogue », Macron s'est payé leur gueule avec sa déclaration vide et ficelée d'avance.

Mais ces directions nationales ne sont pas les syndicalistes de la base, nombreux à rallier les gilets jaunes pour faire rentrer la lutte à l'intérieur des entreprises.

Sois jeune, sois pauvre et mets-toi à genoux

La semaine dernière, alors qu'ils manifestaient, certains de nos enfants ont été victimes des violences policières.

À Mantes-la-Jolie, pendant plusieurs heures, 151 lycéens ont été menottés, agenouillés et humiliés avec des images dignes de Guantanamo. À Poissy aussi et dans tous les départements de France, des lycéens se sont faits gazer...

Ségolène Royal a eu le culot de proclamer que « *Ça ne leur a pas fait de mal, à ces jeunes, de savoir ce que c'est le maintien de l'ordre, la police, de se tenir tranquilles. Ça leur fera un souvenir.* »

Ces politiciens n'ont que mépris pour les jeunes qui se révoltent à juste titre, et encore plus pour leurs parents. C'est l'ensemble du monde du travail qu'ils rêveraient de mettre à genoux, au service des patrons.

Quelques chiffres...

Les Gilets jaunes veulent à juste titre le rétablissement de l'Impôt Sur la Fortune. Ce sont 5 milliards d'euros par an dont l'État a fait cadeau aux plus riches : largement de quoi payer la hausse des taxes sur le carburant que Macron vient de retirer. Mais 5 milliards c'est peu face à ce que les patrons nous doivent pour nous permettre de boucler les fins de mois.

Le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi), ce sont 40 milliards par an d'exonérations aux grandes entreprises. En France, ce sont près de 20 milliards par an que ces grandes entreprises dérobent au fisc par le biais des évasions fiscales légales et autorisées par l'État.

Pour financer ce dont nous avons besoin pour vivre, il suffirait de faire payer les riches et le grand patronat.

Pour que le bulldozer en gilet jaune écrase Macron

et que nous fassions payer les patrons

Samedi 8, plusieurs milliers de salariés, cheminots, postiers, de Renault, de PSA, infirmiers, retraités, lycéens et étudiants avec des gilets jaunes se sont réunis à Saint-Lazare pour partir en cortège afin crier leur colère contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires, l'un des slogans les plus repris : « *Et 1 et 2 et 300 € !* ».

Ce vendredi 14 la CGT et d'autres syndicats nous appellent à des grèves ou débrayages. Tant mieux. Mais il ne faut que ce soit une nouvelle journée sans lendemain.

Justement le lendemain, c'est « l'Acte 5 » du mouvement des gilets jaunes ouvriers. Continuons dès ce jour-là en y participant nombreux.